

POUR QUE LES LUTTES S'INVITENT DANS LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Il est rare que de grandes mobilisations aient lieu lors des élections nationales. Leur percée ces dernières semaines montre l'ampleur de la crise sociale et l'urgence d'une réponse anticapitaliste.

En 2017, la mobilisation en Guyane avait fait apparaître la réalité du colonialisme français et de la situation sociale dans les « territoires d'Outre-mer ». Cette année, ce sont les mobilisations aux Antilles, les luttes dans la santé et dans l'éducation, ainsi que la question des salaires et de l'emploi (autour de la journée de grève et de mobilisation du 27 janvier), qui s'invitent dans la campagne. Toutes sont révélatrices d'une situation sociale dégradée devenue insupportable pour une grande partie des classes populaires.

AUGMENTER LES SALAIRES, RÉDUIRE LE TEMPS DE TRAVAIL

Le salaire moyen net mensuel perçu par un·e employé·e est de 1200 euros et de 1330 euros pour un·e ouvrier·e. De l'autre côté de l'échelle, ça se gave... Les entreprises qui produisent des biens et des services en France (à l'exception des artisans, commerçants et autres indépendants) ont engrangé environ 140 milliards d'euros de bénéfices. Les entreprises du CAC 40 ont distribué à leurs actionnaires environ 60 milliards d'euros, et l'évasion fiscale représente environ 80 milliards d'euros annuels. Si on ne prenait « que » ces 140 milliards de profits annuels réalisés sur notre dos, on pourrait financer une augmentation de 720 euros bruts pour les 16 millions de salarié·es qui gagnent moins de 2300 euros... Nous avons raison de revendiquer un salaire minimum



PHILIPPE POUTOU
L'URGENCE ANTICAPITALISTE ET
RÉVOLUTIONNAIRE

de 1800 euros nets et 400 euros d'augmentation pour touTEs !

Augmenter les salaires est bien une nécessité... Mais, pour bien des personnes, il faudrait déjà qu'ils et elles aient un emploi. C'est la raison pour laquelle nous revendiquons le passage immédiat aux 32 heures sans perte de salaire, c'est-à-dire travailler moins pour travailler toutes et tous, ainsi que l'embauche d'un million de personnes dans la fonction publique, à commencer par la santé et l'éducation. Tout cela permettrait d'offrir un emploi à chacun·e, tout en ne souffrant plus au travail, en ayant du temps personnel pour vivre, pour débattre démocratiquement du fonctionnement de la société, de ce qu'on y produit, pourquoi et comment, de s'engager...

POUR UN POUVOIR DE CELLES ET CEUX D'EN BAS

Les mobilisations dans l'éducation, la colère dans la santé, montrent que la situation actuelle est de plus en plus insupportable, avec des conditions de travail aggravées par la pandémie, et des salaires bien trop bas alors que l'inflation rogne toujours un peu plus nos conditions de vie. La journée interprofessionnelle du 27 janvier montre qu'il est possible et utile de revendiquer, de se battre pour son salaire et ses conditions de travail en période électorale.

Avec Philippe Poutou et le NPA, nous affirmons que ces luttes, si elles sont fortes, si elles convergent, doivent aussi poser le problème politique du pouvoir : la nécessité de se débarrasser de Macron et d'un personnel politique qui a pour seul objectif de servir les classes dominantes, voire d'écraser toute opposition comme voudrait le faire l'extrême droite raciste et autoritaire. Avec, à l'opposé, la nécessité d'imposer un pouvoir d'en bas, de celles et ceux qui produisent les richesses et font tourner la société, les exploité·es et les opprimé·es, pour en finir avec le capitalisme.

Le mardi 25 janvier 2022